Combattre la montée de l’extrême droite et mettre en échec les attaques du gouvernement Hollande-Ayrault : deux tâches indissociables !

Antisémitisme, islamophobie, homophobie, machisme revendiqué : voilà des mois que les idées d'extrême droite gagnent du terrain en France. Ce phénomène n'est pas nouveau en Europe, mais nous sommes en train d’assister à un saut qualitatif d’une gravité majeure. Le « jour de colère » du 26 janvier a rassemblé 17 000 personnes à Paris selon la police (120 000 selon les organisateurs). *«Non à l’islamisation de la France», « Francs-maçons : pédophiles», « Nous sommes tous des enfants d’hétéros »* ou encore *« Dehors les Juifs »*, scandaient les manifestants, parmi lesquels se côtoyaient étrangement des héritiers de l’Algérie française, des fascistes de tout poil et des jeunes de quartiers populaires partisans de Dieudonné. **Des slogans ouvertement racistes n'avaient pas été entendus dans les rues en France depuis des années.**

Dimanche dernier, c'est la « Manif pour tous » qui continuait ses défilés. La police a compté 80 000 manifestants à Paris et 20 000 à Lyon (respectivement 500 000 et 40 000 selon les organisateurs). Ils étaient là pour « revendiquer » les stéréotypes hommes/femmes et affirmer leur défense de la famille.

En Espagne, le gouvernement Rajoy vient de présenter un projet de loi visant à interdire l'avortement sauf en cas de viol ou de menace pour la santé de la femme enceinte ! Ce serait un recul historique !

Une manifestation de solidarité avec les femmes espagnoles a eu lieu le 1er février. Nous étions 40 000 en France, dont 30 000 à Paris. Cela faisait longtemps qu'une manifestation pour le droit des femmes n'avait pas rassemblé tant de monde. C'est que nous le savons : **l'IVG est un droit que nous avons arraché par la mobilisation, il n'y a que sur elle que nous pouvons compter pour le conserver.**

Interdire l'avortement n'empêche pas l'avortement, il le rend juste mortel : en Amérique latine, des milliers de femmes meurent chaque année des suites d'un avortement. Mais cela, la classe politique espagnole n'en a que faire : quand leurs filles ou leurs femmes feront le choix d'interrompre une grossesse, elles pourront le faire dans des cliniques privées sans courir aucun risque. Des milliers de femmes meurent des suites d'un avortement disions-nous ? En fait non, ce ne sont que des milliers de pauvres qui en meurent. Le droit à l'IVG est aussi un droit social, et c'est également ainsi qu'il faut le défendre.

En France, même si l'avortement est toujours légal, il est de plus en plus difficile d'y avoir accès, notamment à cause de la loi Bachelot (maintenue par le gouvernement Ayrault) qui a eu pour effet de multiplier les fermetures de centres IVG. La victoire de

la mobilisation à l'hôpital Tenon (Paris 20e), qui a permis d'éviter la fermeture du centre, doit nous montrer la voie à suivre. Plus récemment, outre les déclarations de Jean-Marie Lepen qui invite les femmes à « assumer leur fonction de reproduction », un secteur (minoritaire) de l'UMP a déposé un projet d'amendement qui demande de revenir sur le remboursement intégral de l'IVG qui est l'une des seules mesures progressistes du gouvernement Hollande !

Face à la montée de l'extrême droite, on voudrait nous entraîner avec Valls et Hollande contre l'antisémitisme et pour les droits des femmes !

Ce serait oublier que ces montées réactionnaires et notamment racistes ont été encouragées par les politiques mises en œuvre depuis des années. Les gouvernements mènent des attaques éhontées contre les musulmans, notamment avec la loi de 2004 interdisant de porter le foulard à l'école, loi qui vise clairement à stigmatiser les musulmans et qui en pratique s'est étendue à l'interdiction pour les mères portant un foulard d'accompagner les sorties scolaires. La « charte laïcité » affichée dans les écoles par Peillon s'inscrit dans cette logique. Le slogan d'extrême droite « non à l'islamisation de la France » ne vient donc pas de nulle part. Les expulsions record de Roms par Valls et toutes ses déclarations nauséabondes visant à les justifier sont autant d'encouragement pour les racistes de tout poil. Comment le gouvernement pourrait-il ignorer qu'à force de banaliser le racisme anti-Roms, c'est le racisme en général qu'il contribue à attiser ?

De la même manière, le nouveau recul que vient d'opérer le gouvernement sur la loi famille, qui visait à moderniser les normes de la structure familiale (statut des beaux-parents, modes de garde plus équitables…) et à étendre la PMA (Procréation médicalement assistée) est une capitulation très grave devant les manifestants réactionnaires, qui ne peut que leur donner encore plus confiance.

Reconstruire la conscience de classe

C'est sur fond de crise économique et de crise du mouvement ouvrier que l'extrême droite surfe. Car pendant que les réacs de tout poil font des démonstrations de force, le gouvernement prépare de nouvelles attaques contre les travailleurs. Le **« pacte de responsabilité »** prévoit une baisse drastique de la partie « socialisée » de notre salaire : c'est une attaque sans précédant contre la Sécurité sociale. Il vise à associer les directions syndicales qui refusent toujours de rompre le « dialogue social » avec ce gouvernement ouvertement au service du patronat.

Assouline et Dray, deux bureaucrates du PS préparent une manif de la « France de la fraternité » pour tenter de réactiver le clivage droite/gauche et rassembler autour du PS sur les « valeurs de gauche ». Cela participe à la grande opération de diversion et de récupération qui voudrait nous faire croire que la lutte de classes, c'est fini, que maintenant les clivages sont seulement « sociétaux ». L'enjeu de la période serait de reconstruire la conscience de « gauche ». Mais c'est la conscience de classe qui est en

crise aujourd'hui et qui entraîne logiquement avec elle le recul même des valeurs qui étaient considérées traditionnelement comme de « gauche ». Or cela résulte notamment des trahisons du PS, parti bourgeois qui assume désormais ouvertement de mener une politique de droite… et que les réformistes (directions syndicales, Front de gauche…) refusent toujours d'affronter par la lutte de classe.

On ne gagnera contre l'extrême droite que sur notre terrain, le terrain de la lutte. Aucun front n'est possible avec le PS, ce parti bourgeois qui mène une attaque historique contre les travailleurs/ses. On n'empêchera pas les reculs du gouvernement sans une grève générale qui bloque le fonctionnement de l'économie. Les principaux dirigeants syndicaux feront tout pour l'empêcher, le contenir : c'est pourquoi il faut dès aujourd'hui rassembler ceux et celles qui veulent lutter, aussi bien l'intérieur des syndicats, en organisant un courant lutte des classes et antibureaucratique, que dans les lieux de travail en général, en aidant les travailleurs/ses à s'auto-organiser. Il est de plus en plus crucial de combattre contre les idées et la montée en puisance de l'extrême droite. Mais c'est indissociable du combat central contre les politiques concrètes qui sont menées, pour mettre en échec le patronat et son gouvernement Hollande-Ayrault.

Pauline Mériot, le 7 février 2014